



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 1er mars 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
199^e année
2 mars 2023
n° 8 / 7985^e
pages 393 à 456



Version numérique incluse*



322308



ÉDITORIAL

393 Ce que l'abaya dit au droit, *Michel Vivant*

LECTURES

399 Quand les assemblées citoyennes questionnent l'utopie démocratique, *Jean-Sylvestre Bergé*

POINT DE VUE

400 L'affaire du sexe neutre : une illustration de la régression des droits humains en Europe, *Benjamin Moron-Puech*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

Chronique de jurisprudence de la Cour de cassation :

408 Chambre sociale, *Stéphanie Ala, Marie-Pierre Lanoue, Didier Le Corre et Marie-Anne Valéry*

421 Chambre criminelle, *Lionel Ascensi, Maud Fouquet, Philippe Mallard, Laetitia Guerrini, Benjamin Joly et Olivier Violeau*

430 **Panorama** : Droit de la preuve, *Jean-Daniel Bretzner et Augustin Aynès*

438 **Notes** : Transport maritime : la clause attributive de compétence n'est, sauf exception, opposable au destinataire que s'il l'a spécialement acceptée, note sous *Com. 14 déc. 2022, Philippe Delebecque*

442 Précisions quant à la responsabilité spéciale pour abordage maritime, note sous *Com. 14 déc. 2022, Laurent Siguoirt*

447 Les dispositions relatives à la période d'observation produisent-elles effet en cours d'exécution du plan ?, note sous *Com. 7 sept. 2022, David Robine*

452 Opposabilité du nantissement de compte-titres : la Cour de cassation persiste et signe !, note sous *Com. 30 nov. 2022, Charlie Lledo*

ENTRETIEN

456 Le portail « QPC 360° » du Conseil constitutionnel, *Laurent Fabius*

DALLOZ

Lefebvre Dalloz

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
SYLVIE FAYE

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DESBaux,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUTZ

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

- RÉDACTION

Maëlle HARSCOUEÛT DE KERAVEL (5379)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

Fax : 01 41 48 47 92 - ventes@dalloz.fr

Relations clients : Corinne ROUTIER, Responsable

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Étranger : 1 016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Mars 2023

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

393 Ce que l'abaya dit au droit

ACTUALITÉS

396 DROIT
DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution
Autorité de la concurrence (saisie) :
ordinateurs et téléphones, *Crim.* 21 févr. 2023

396 DROIT INTERNATIONAL
ET EUROPÉEN

Droit européen
Étranger (demande d'asile) :
prise en compte d'un enfant à naître,
CJUE 16 févr. 2023

397 DROIT PÉNAL
ET PROCÉDURE PÉNALE

Presse et communication
Provocation et injure (musulmans) :
immigrés venus d'Afrique,
Crim. 21 févr. 2023
Procédure pénale
Écoute téléphonique (autorisation) :
nécessité et modalités de la motivation,
CJUE 16 févr. 2023
Perquisition (siège d'un ministère) :
renvoi d'une QPC,
Ass. plén., 17 févr. 2023
Garde à vue (défèrement) :
premier interrogatoire de comparution,
Crim. 21 févr. 2023



LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

399 Quand les assemblées citoyennes
questionnent l'utopie démocratique



POINT DE VUE

400

L'affaire du sexe neutre :
une illustration de la régression des droits humains en Europe
par Benjamin Moron-Puech



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

402

Conjugalité et répression
par Solange Mirabail

CHRONIQUE DE LA COUR DE CASSATION

408

Chambre sociale
par Stéphanie Ala, Marie-Pierre Lanoue,
Didier Le Corre et Marie-Anne Valéry

421

Chambre criminelle
par Lionel Ascensi, Maud Fouquet,
Philippe Mallard, Laetitia Guerrini,
Benjamin Joly et Olivier Violeau

PANORAMA

430

Droit de la preuve
décembre 2021 – décembre 2022
par Jean-Daniel Bretzner et Augustin Aynès

NOTES

438

Transport maritime : la clause attributive de compétence n'est,
sauf exception, opposable au destinataire que s'il l'a spécialement
acceptée, note sous Com. 14 déc. 2022
par Philippe Delebecque

442

Précisions quant à la responsabilité spéciale pour abordage
maritime, note sous Com. 14 déc. 2022
par Laurent Sigouirt

447

Les dispositions relatives à la période d'observation produisent-elles
effet en cours d'exécution du plan ?, note sous Com. 7 sept. 2022
par David Robine

452

Opposabilité du nantissement de compte-titres : la Cour
de cassation persiste et signe !, note sous Com. 30 nov. 2022
par Charlie Lledo



ENTRETIEN

456

Laurent Fabius – Le portail « QPC 360° » du Conseil constitutionnel

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revue.fr



À LA UNE

Contrats - Agent commercial : le droit français peut s'appliquer à un agent établi en dehors de l'UE

10

Entreprise en difficulté - L'admission d'une créance au passif empêche-t-elle d'invoquer le caractère abusif d'une clause ?

8

Finances de l'entreprise - Prescription de l'action en responsabilité contre la banque qui n'a pas mis en garde l'emprunteur

13



QUESTION PRATIQUE

LES NOUVELLES FORMES DE CRÉDIT AUX ENTREPRISES À L'ÉPREUVE DU MONOPOLE BANCAIRE (ET RÉCIPROQUEMENT)

Comment financer une entreprise sans agrément

20



www.efl.fr



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Nature des parts de SCPI
- 4 - Référé-injonction tendant au dépôt d'un acte au RCS
- 5 - Exercice en société des professions libérales réglementées
- 6 - Dissolution d'une société en cas de mésentente entre associés égaux
- 7 - Reporting taxonomie : notes explicatives de la Commission européenne

Entreprise en difficulté

- 8 - Effet de l'admission d'une créance au passif
- 9 - Assignation d'un débiteur en ouverture d'une procédure collective
- 9 - Prononcé d'une sanction personnelle après clôture de la procédure
- 10 - Calcul du délai de prescription de l'action en comblement de passif

Contrats

- 10 - Agent commercial établi hors UE
- 12 - Vente de marchandises au sein de l'UE : tribunal compétent
- 12 - Résiliation d'un contrat à exécution successive ne prévoyant aucun terme
- 13 - Prescription de l'action en résolution d'une vente immobilière

Finances de l'entreprise

- 13 - Devoir de mise en garde de la banque à l'égard de l'emprunteur

Biens de l'entreprise

- 15 - Covid-19 et loyer commercial : mise en oeuvre d'une garantie à première demande

- 15 - Prescription de l'action d'un locataire-gérant invoquant le statut des baux commerciaux

Concurrence

- 16 - Compétence de l'Autorité de la concurrence en cas de pratiques d'un ordre professionnel

Consommation

- 17 - Mention du prix dans le bon de commande de panneaux photovoltaïques

Et aussi...

- 18 - Irrecevabilité d'une demande de mesure d'instruction in futurum
- 18 - Défaillance du guichet électronique de formalité des entreprises
- 19 - Etablissement d'un plan en vue de produire des énergies renouvelables

Veille

- 24 - Veille législative
- 25 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



20

**LES NOUVELLES FORMES
DE CRÉDIT AUX ENTREPRISES
À L'ÉPREUVE DU MONOPOLE
BANCAIRE (ET RÉCIPROQUEMENT)**

RJDA 2023

Revue de jurisprudence de Droit des Affaires

03/23

L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

Habilitation familiale : les pouvoirs de la personne habilitée n'excèdent pas ceux du tuteur

Cass. 1^e civ. avis 20-10-2022 n° 22-70.011 B : Décisions 134

Le juge des tutelles ne peut pas autoriser la personne habilitée en représentation à effectuer les actes qui, en vertu de l'article 509 du Code civil, sont interdits en cas de tutelle.

Devoir d'information du vendeur envers un acheteur professionnel

Cass. com. 23-11-2022 n° 21-10.236 F-D : Décisions 139

Le vendeur d'acide chlorhydrique n'a pas à informer l'acheteur professionnel sur les précautions d'emploi du produit dès lors qu'il appartient à ce dernier, qui fait le choix d'un usage alimentaire, de demander les caractéristiques et spécifications du produit.

Vente immobilière : pas de mise en œuvre de la garantie d'éviction sans trouble actuel

Cass. 3^e civ. 30-11-2022 n° 21-20.033 FS-B : Décisions 140

L'éviction suppose un trouble actuel et non simplement éventuel, la simple connaissance par l'acheteur de l'existence d'un droit au profit d'un tiers susceptible de l'évincer ne suffisant pas à lui permettre d'agir en garantie contre le vendeur.

Un transporteur sous-traitant peut être tenu pour responsable du vol des marchandises

Cass. com. 14-12-2022 n° 21-14.438 F-D : Décisions 143

Même en l'absence de transmission de consignes de sécurité, le sous-traitant en charge du transport de marchandises est responsable en cas du vol de celles-ci lorsqu'il apparaît que les faibles moyens qu'il a mis en œuvre ont contribué à la

réalisation du dommage.

La licéité d'une réduction à zéro du capital social est subordonnée à une augmentation de capital effective

Cass. com. 4-1-2023 n° 21-10.609 F-B : Décisions 148

La réduction à zéro du capital d'une société par actions n'est licite que si elle est décidée sous la condition suspensive d'une augmentation effective de son capital amenant celui-ci à un montant au moins égal au montant minimum légal ou statutaire.

Action en restitution d'un matériel donné en crédit-bail si la publicité du contrat est périmée

Cass. com. 14-12-2022 n° 21-16.048 F-B : Décisions 157

Le crédit-bailleur qui n'a pas renouvelé la publicité du contrat ne peut opposer ses droits à la procédure collective du preneur qu'en prouvant que tous les créanciers de ce dernier avaient connaissance du contrat, ce qui ne résulte pas de la publication du jugement arrêtant le plan de redressement du preneur.

Liquidation judiciaire : pas de maintien de l'activité de l'entreprise s'il n'est plus justifié

Cass. com. 14-12-2022 n° 21-18.549 F-B : Décisions 158

Le tribunal qui a autorisé le débiteur en liquidation judiciaire à poursuivre temporairement son activité peut lui ordonner de la cesser à tout moment si le maintien de l'activité n'est plus justifié au regard de l'intérêt général ou de celui des créanciers.

L'interdiction de l'obtention d'un avantage sans contrepartie ou disproportionné est valide

Cons. const. 6-10-2022 n° 2022-1011 QPC : Décisions 163

Le Conseil constitutionnel déclare conforme à la Constitution l'article L 442-1, I-1° du Code de commerce interdisant l'obtention d'un avantage sans contrepartie ou manifestement disproportionné au regard de la valeur de la contrepartie consentie, qui permet au juge de contrôler les conditions économiques de la relation commerciale.

Une personne morale a droit au respect de sa vie

| privée

CE sect. 7-10-2022 n° 443826 : Décisions 178

Les documents relatifs notamment au fonctionnement interne et à la situation financière d'une personne morale de droit privé (en l'espèce, une fondation d'entreprise) relèvent de sa vie privée et l'administration qui les détient ne peut donc pas les communiquer à des tiers.

RJDA 2023
(c) 2023 Editions Francis Lefebvre

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 8 du 27 février 2023

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

[La nouvelle élite](#)

N° 267 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

[Initié « à l'insu de son plein gré »](#)

N° 268 - Par Frédéric PELTIER

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | PROFESSIONS LIBÉRALES RÉGLEMENTÉES

[Exercice en société des professions libérales réglementées : du changement dans la continuité](#)

N° 269 - Par Stéphane BORTOLUZZI

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ALSACE-MOSELLE

[Modification des dispositions relatives aux registres et au livre foncier](#)

N° 270

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 16 au 22 février 2023](#)

N° 271

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 6 au 12 février 2023](#)

N° 272

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

[Fondement du recours en contribution dans le cadre d'un accident complexe de la circulation : la saga continue !](#)

N° 273 - Par Bélanda WALTZ-TERACOL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAUX COMMERCIAUX

[Exclusion confirmée du droit de préemption du preneur à bail commercial en cas de cession de gré à gré](#)

N° 274 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

[Application de la TVA pour la restitution en valeur d'une prestation de service](#)

N° 275 - Par Sabrina LE NORMAND-CAILLÈRE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORTS ROUTIERS

[Responsabilité du commissionnaire de transport et faute lourde du transporteur](#)

N° 276 - Par Christian MEYER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 février 2023

N° 277

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 6 au 12 février 2023

N° 278

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Détermination du point de départ du délai de prescription de l'action en responsabilité sanctionnant un manquement au devoir de mise en garde

N° 279 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Sous l'empire du droit nouveau la résolution judiciaire n'est pas conditionnée à une faute du débiteur et peut être prononcée en cas de force majeure

N° 280 - Par Laura VITALE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Préjudice d'anxiété des victimes de l'amiante et sous-traitance : la responsabilité pour faute de l'entreprise utilisatrice

N° 281 - Par Pascal OUDOT

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Un salarié déclaré inapte ne peut être licencié pour un motif autre que l'inaptitude

N° 282 - Par Danielle CORRIGNAN-CARSIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 février 2023

N° 283

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 6 au 12 février 2023

N° 284

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

La négociation du périmètre du comité social et économique d'établissement sous l'emprise du principe de participation

N° 285 - Par François DUQUESNE et Joey HEINTZ

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

Dispense potentielle de conclusions du rapporteur public : une information nécessaire

N° 286 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 février 2023

N° 287

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêt A du Conseil d'État du 6 au 12 février 2023

N° 288

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ D'EXPRESSION

Nouvel arrêt de principe sur la protection des lanceurs d'alerte

N° 289 - Par Aurélia SCHAHRMANECHE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ D'EXPRESSION

Revers strasbourgeois pour la société de télévision C8

N° 290 - Par Aurélia SCHAHRMANECHE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROCÉDURE PÉNALE

Motivation des autorisations des écoutes téléphoniques

N° 291 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CONCURRENCE

Contentieux indemnitaire en droit de la concurrence et répartition des dépens

N° 292 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ CIVILE

Responsabilité d'un loueur de manège du fait d'une chute d'un enfant depuis un taureau mécanique

N° 293 - Par Guillaume KESSLER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉ

De l'importance de l'ouverture

N° 294 - Par Anaïs DANET

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | CRIMES ET DÉLITS

De la mise en examen à la mise en danger : la Cour de justice de la République entre ajustements et censure

N° 295 - Par Yves MAYAUD

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | JURISPRUDENCE CONSTITUTIONNELLE

Jurisprudence constitutionnelle

N° 296 - Par Michel VERPEAUX , Anne-Laure CASSARD-VALEMBOIS et Ariana MACAYA

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | DEMANDEUR D'EMPLOI

L'évolution conjoncturelle des droits à l'assurance chômage

N° 297 - Par Jean-Michel MIR et Sébastien LEBEAU

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 8 du 23 février 2023

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

DISTRIBUTION

3 QUESTIONS - Les enjeux de la contrefaçon pour les marques

N° 206 - Par Delphine SARFATI-SOBREIRA

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES

Mise en oeuvre du règlement sur la gouvernance des données : la CNIL fournit un éclairage sur les enjeux économiques

N° 207

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

L'unité économique et sociale

N° 208

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Droit administratif des biens

N° 209

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Baromètre européen des impôts de production 2023

N° 210

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Création du bail réel solidaire d'activité

N° 211

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Contrat de prêt : erreur affectant le TEG et charge de la preuve en matière de devoir d'information d'une banque sur le remboursement par anticipation

N° 212

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Droit du consommateur à la réduction du coût total du crédit immobilier en cas de remboursement anticipé

N° 213

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

L'Autorité de la concurrence n'est pas compétente pour réviser des injonctions prononcées dans une décision devenue définitive

N° 214

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONSTRUCTION

[Vices cachés : recours du vendeur contre son propre vendeur](#)

N° 215

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS COMMERCIAUX

[Point de départ du délai de prescription de l'action en responsabilité contractuelle du bailleur invoquant un empiètement commis par le preneur](#)

N° 216

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

[Loi « AGECE » : dix nouvelles mesures prochainement mises en place pour poursuivre la lutte contre toutes les formes de gaspillage](#)

N° 217

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Les priorités de supervision de l'ACPR pour l'année 2023](#)

N° 218

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Homologation de modifications du règlement général de l'AMF](#)

N° 219

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE PÉNALE

[La circulaire de présentation de la LOPMI est publiée](#)

N° 220

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Mise en oeuvre de la réglementation Taxonomie : la Commission européenne apporte des clarifications aux sociétés dans deux nouvelles FAQ](#)

N° 221

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Mini-offres publiques sur actions américaines : les actionnaires se doivent d'être vigilants](#)

N° 222

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

[Prescription et transport international de marchandises par voie terrestre](#)

N° 223

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | VENTE

[La réparation par un tiers du vice caché affectant la chose vendue ne supprime pas l'action estimatoire de l'acquéreur](#)

N° 224

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Lanceur d'alerte : la procédure d'alerte graduée n'a pas à être respectée en cas de dénonciation de faits constitutifs d'un crime ou d'un délit](#)

N° 225

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

L'Urssaf propose un nouveau service pour bénéficier « sans délai » des exonérations liées aux accords d'intéressement

N° 226

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

Les activités de renforcement des capacités du Forum mondial en faveur de la transparence fiscale donnent des résultats probants selon l'OCDE

N° 227

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

Défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie : l'OCDE publie les commentaires reçus sur le Montant B du Pilier 1 relatif à la simplification des règles de prix de transfert

N° 228

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXES DIVERSES

Lancement d'une enquête sur l'utilisation des préférences tarifaires dans les accords commerciaux

N° 229

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Directive CSRD : quels enjeux de gouvernance et sociaux anticiper ?

N° 1057 - Par Eole RAPONE , Juliane DESSARD JACQUES et Gépy KOUDADJE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Droit pénal de l'entreprise

N° 1058 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Convention de croupier : savoir descendre de cheval

N° 1059 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Conséquences du défaut de réunion des conditions fixées à l'article L. 611-6 du Code de commerce pour proroger la conciliation au-delà de 5 mois

N° 1060 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ARBITRAGE

Exigence d'impartialité de l'arbitre et témoignage d'admiration d'un arbitre professeur pour un avocat professeur

N° 1061 - Par Daniel MAINGUY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMMANDE PUBLIQUE

Condamnation pénale non définitive et exclusion des marchés publics

N° 1062 - Par François LICHÈRE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Solidarité financière : quand la jurisprudence fait fausse route...

N° 1063 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LE REVENU

Déclaration des rémunérations imposables par les employeurs étrangers de salariés non affiliés à la sécurité sociale française

N° 1064 - Par D.O ACTUALITÉ

[Consulter le PDF](#)

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

Gérance collective d'une SARL et responsabilité individuelle
d'un cogérant → PAGE 19

Bernard SAINTOURENS

La validité d'une clause d'exclusion pour *justes motifs* → PAGE 21

Edmond SCHLUMBERGER

DROIT COMMUN

Représentation d'une personne morale dissoute
avec exécution provisoire → PAGE 5

Jean-François BARBIÈRI

DOCTRINE

Directive *CSRD* : la durabilité au cœur de la stratégie
et de la gouvernance des entreprises → PAGE 53

Christian NOUËL

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

- BJS201u9 • **Représentation d'une personne morale dissoute avec exécution provisoire** 5
Jean-François BARBIÈRI – Cass. 3^e civ., 19 janv. 2023, n° 22-18514, FS–D
- BJS201u7 • **Cession de droits sociaux : derrière l'apparence, l'exigence** 7
Isabelle GROSSI – Cass. com., 23 nov. 2022, n° 21-14529, F–D
- BJS201u6 • **Expertise *in futurum* : des conséquences probatoires d'un combat au fond perdu d'avance** 9
Guilhem GIL – Cass. com., 18 janv. 2023, n° 22-19539, F–B

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS201u4 • **Ajournement judiciaire d'une AG : annulation de la nouvelle assemblée irrégulièrement convoquée** 12
Michel STORCK – CA Bordeaux, 4^e ch. civ., 10 janv. 2023, n° 22/01177
- BJS201t9 • **Le cédant d'actions qui invoque un dol doit démontrer les mensonges du cessionnaire** 14
Michel STORCK – CA Angers, ch. A com., 8 nov. 2022, n° 19/01222
- BJS201v0 • **Coup d'accordéon et voile sociétaire** 16
Pierre-Louis PÉRIN – CA Paris, 5-8, 16 déc. 2022, n° 20/18633

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS201v7 • **Gérance collective d'une SARL et responsabilité individuelle d'un cogérant** 19
Bernard SAINTOURENS – Cass. com., 25 janv. 2023, n° 21-15772, F–B
- BJS201u3 • **La validité d'une clause d'exclusion pour *justes motifs*** 21
Edmond SCHLUMBERGER – Cass. com., 9 nov. 2022, n° 21-10540, FS–B
- BJS201u8 • **Dirigeant de fait privé du bénéfice d'un avantage fiscal accordé au dirigeant de droit** 25
Bernard SAINTOURENS – CE, 8^e-3^e ch. réunies, 21 déc. 2022, n° 465669
- BJS201t7 • **La vacance de la gérance dans les sociétés civiles et ses remèdes** 27
Rémi DALMAU – Cass. 3^e civ., 12 oct. 2022, n° 21-18348, F–D
- BJS201u1 • **Retrait judiciaire d'une SCI et remboursement du compte courant d'associé** 30
Thibault de RAVEL D'ESCLAPON – CA Nancy, 1^{re} ch., 7 nov. 2022, n° 21/01914
- BJS201v2 • **Contestation de l'exclusion d'un associé : nullité et/ou responsabilité ?** 33
Bruno DONDERO – Cass. com., 9 nov. 2022, n° 20-16454, F–D
- BJS201v4 • **Prescription de l'action en régularisation d'une formalité sociétaire** 35
Bruno DONDERO – CA Bordeaux, 4^e ch. civ., 7 nov. 2022, n° 22/01321

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS201v1 • **Le commissaire aux comptes, victime d'entrave à l'exercice de ses fonctions** 38
Jean-François BARBIÈRI – Cass. crim., 18 janv. 2023, n° 21-86091, F-D

FUSIONS ACQUISITIONS

- BJS201v5 • **Distributions d'actif contestées** 41
Bruno DONDERO – Cass. com., 12 oct. 2022, n° 20-18855, F-D

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS201u5 • **Interdiction de gérer : point de départ de la prescription en cas d'annulation du jugement d'ouverture** 44
Adeline CERATI – Cass. com., 23 nov. 2022, n° 21-19431, F-B
- BJS201t8 • **Responsabilité du liquidateur amiable et désignation erronée de la société débitrice** 46
Laurence CAMENSULI-FEULLARD – CA Angers, ch. com. A, 29 nov. 2022, n° 19/01771
- BJS201v9 • **Les effets sur la caution avertie d'un accord dérogoire au transfert légal de sûretés** 48
Jean-Jacques ANSAULT – Cass. com., 9 nov. 2022, n° 20-18264, F-D

DOCTRINE

- BJS201v6 • **Directive *CSRD* : la durabilité au cœur de la stratégie et de la gouvernance des entreprises** 53
Christian NOUËL